

# Le Petit Provençal

JOURNAL QUOTIDIEN D'UNION NATIONALE

Samedi 29 Décembre 1917  
RÉDACTION ET ADMINISTRATION :  
75, rue de la Darse, 75  
MARSEILLE  
Téléph. Direction 7-90. - Rédaction 2-73, 33-50  
Bureaux à Paris : 10, rue de la Bourse  
42<sup>e</sup> ANNÉE - 10 cent. - N° 14.937

LES ANNONCES SONT REÇUES :  
A MARSEILLE : chez M. G. Allard,  
rue Pavillon 21 et dans nos bureaux.  
A PARIS : à l'Agence Havas, place de  
la Bourse, 8.  
ABONNEMENTS :  
B.-du-Rh. et départes. 3 mois 6 mois 1 an  
mensuels limitrophes. 8 fr. 15 fr. 28 fr.  
France et Colonies. 9 fr. 17 fr. 32 fr.  
Étranger. 12 fr. 22 fr. 40 fr.  
Les abonnements partent du 1<sup>er</sup>  
et du 16 de chaque mois

## Le Programme de la France

Le discours prononcé par M. Pichon devant la Chambre a clairement défini le point de vue français relativement à la Russie en même temps qu'aux buts de paix que nous poursuivons en plein accord avec nos alliés. Les deux questions se trouvaient pour ainsi dire soudées en raison de ce fait que la réponse austro-allemande au programme des maximalistes russes venait d'être rendue publique au moment même où le ministre des Affaires Étrangères montait à la tribune pour y faire ses déclarations. Loin de gêner l'ardeur, cette circonstance n'a fait que lui permettre d'expliquer plus complètement sur les sentiments et sur les résolutions du gouvernement français.

Au sujet de la Russie, M. Pichon a dit les raisons graves qui ont mis le gouvernement des bolchevistes dans l'impossibilité d'avoir des rapports officiels avec les nations de l'Entente. Il n'a pas eu de peine à démontrer par quelles infâmes manœuvres l'Allemagne s'efforçait de nuire moralement et matériellement ce grand pays après l'avoir séparé de ses alliés. Mais il a ajouté que nous ne renoncions pas pour cela à tout espoir de ce côté. « Quant à nous, a-t-il dit, nous avons le devoir de rester en rapport avec tous les éléments sains de la Russie, avec tous les groupements chez qui survient le besoin d'être libres, le sentiment de la légitime défense. Nous devons au milieu de la déliquescence générale, nous tenir à ceux, qu'ils soient socialistes, libéraux, révolutionnaires. On ne saurait mieux dire.

Parlant ensuite de nos buts de paix, le ministre des Affaires Étrangères s'est élevé avec une indignation émue contre les colonies de ceux qui prétent aux Alliés nous ne savons quelles misérables intentions de conquêtes. De telles intentions, on n'en trouve que chez nos ennemis, chez ceux qui ont déshonoré l'expression monstrueuse, qui ont pour ainsi dire assassiné le monde et qui, pour attendre ce but, ont multiplié partout sur leur passage les plus atroces attentats et les crimes les plus odieux. Quant à la France, elle ne recherche qu'une paix de justice et de fraternité.

Cette paix comporte naturellement la restitution des provinces qui nous ont été arrachées par la Force, la réintégration de l'Alsace-Lorraine, mais elle prévoit aussi la garantie d'une paix durable par des accords d'organisation générale. Et comme à ce moment de son discours il était intervenu par un de ses collègues libéraux, M. Pichon a répondu très franchement : « De la Société des Nations. Nous sommes en accord complet avec le président Wilson. Voilà une parole qui est un engagement.

Non pas seulement avec le président de la grande République américaine, mais, avant lui, avec tous les dirigeants des autres pays alliés. C'est effectivement en partie ce programme de vues avec tous les ministres de l'Entente aussi bien qu'avec ses précédents qui ont été à l'origine de ce programme. « Nous considérons comme notre première tâche de gagner la guerre et nous considérons la guerre comme gagnée seulement quand le peuple allemand nous dira, par des représentants dûment accrédités, qu'il est prêt à accepter une paix basée sur la justice et la réparation des torts que ses souverains ont commis ».

Justice pour nous. Justice pour tous les peuples qui combattent à nos côtés. Justice pour la Belgique, pour la Serbie, pour la Roumanie, pour la Pologne aussi, pour la Pologne que les Alliés veulent « une, indépendante, indivisible, avec toutes les garanties de son libre développement économique, militaire et de ses conséquences ». Justice pour les populations arméniennes, syriennes et toutes celles qui subissent le joug étranger.

A cette paix de justice, l'orateur a opposé la paix de fourberie que l'Allemagne médite de nous imposer et qu'elle commence à vouloir imposer à la malheureuse Russie. Il a doucement parlé de ces négociations de Brest-Litovsk où les uns sont venus avec leur chaire et les autres avec leur drap serré.

Enfin, M. Pichon a terminé en faisant ressortir que même si nous ne devons plus compter sur la Russie, nous pourrions toujours compter sur les autres alliés, et en particulier sur le concours précieux des États-Unis qui nous viennent avec toutes leurs forces commerciales, industrielles, économiques, militaires. Il a donné l'assurance que tous les Alliés étaient résolus à mettre en commun toutes leurs ressources et toutes leurs forces pour donner à leur action le maximum de puissance. « L'Allemagne, s'est-il crié, a entrepris la tâche impossible de vaincre le monde ; le monde la vaincra ! ». Et la France aura sa part considérable dans cette victoire, à laquelle elle coopérera jusqu'au bout de toute l'ardeur de son âme indomptable.

La Chambre, à une immense majorité, a fait sien ce programme, qui est le programme même de la France : la nation le fera sien aussi.

CAMILLE FERDY.

## PROPOS DE GUERRE

### Le "Bulletin" n'est plus

Il paraît que le Bulletin des Armées a cessé sa publication. Savait-on seulement qu'il paraissait ?

Les soldats qui se battent ne s'en doutaient guère. Un jour que je demandais à l'un d'eux s'il avait lu certaine page, d'ailleurs fort bien venue, qui y était insérée, je n'aurais pu que répondre : « Tu te figures que nous lisons le Bulletin des Armées ? » Je crus que mon ami voulait dire qu'il n'appréciait pas sur le front cette forme de journalisme, mais il fit : « Non, ce n'est pas la canard ». Cela me surprit, le « canard » en question me semblait surtout destiné aux soldats. Mais il arriva qu'on se trompa.

Enfin, par la suite que le Bulletin, à cause sans doute de son tirage restreint, était surtout destiné aux collectionneurs et que la collection complète se vendait cher. On l'envoyait aussi aux grands journaux de Paris et de province, par correction confraternelle et dans l'espoir qu'ils en reproduiraient le contenu, ce qui arrivait quelquefois.

Enfin, on servait les membres de l'Académie Française, qui en étaient les principaux collaborateurs. J'osai même dire que pour être exact, le titre du Bulletin des Armées de la République aurait dû être : Bulletin de l'Académie Française pendant la Guerre.

Ayant presque tous passé l'âge des combats, nos immortels écrivaient à l'une ou l'autre des pages de ces articles qui valaient un tir de barrage. Ils donnaient aux poilus des recettes morales, des tours de main spirituels, des homélies enveloppées dans un style fleuri des plus purs imparfaits du substantif.

Pendant ce temps, les poilus lisaient Fantasio et la Vie Parisienne...

Le Bulletin des Armées n'est plus. Sa disparition est une perte pour les hôtes du palais Mazarin et pour les Belles-Lettres.

ANDRÉ NEGOS.

## Marriage d'un Paquebot anglais

Londres, 27 Décembre.

Selon un télégramme de Lisbonne au Times, le vapeur City-of-Nagpur, 8.331 tonnes, a fait naufrage dans la baie Delagoa, sur les côtes de Danago, à six milles du phare Inhaca. Il y avait à bord 290 passagers qui ont été sauvés. Une partie de la cargaison a pu également être sauvée.

## Communiqué officiel

Paris, 28 Décembre.

Le gouvernement fait, à 14 heures, le communiqué officiel suivant :

Au cours de la nuit, actions d'artillerie dans la région du bois des Caubertres.

En Lorraine, dans le secteur de Veho, le bombardement a pris, vers la fin de la nuit, un caractère d'assez grande intensité.

En Haute-Alsace, une de nos patrouilles a ramené des prisonniers.

Rien à signaler sur le reste du front.

Faciliter votre enquête. C'est sous le nom de Bernard que je me livre à vous et que je veux être puni. L'autre, le vrai, vous l'ignorerez toujours.

Un très long silence suivit.

Le juge n'était pas éloigné de croire qu'il était victime d'une mystification.

« Si vous essayez de vous moquer de moi, monsieur, dit-il, et ce serait une funèbre plaisanterie que celle-là, je tiens à vous prévenir que vous le payerez cher... »

« Monsieur, il y a une heure que j'ai tué M. d'Heribaud. Je viens me livrer à la justice. Je n'ajouterais rien de plus aujourd'hui. Je suis accablé... J'ai un irrésistible besoin de sommeil... Voyez, je tremble, je chancelle... C'est la peine si j'ai la force de me tenir debout devant vous. »

Il eut un triste sourire :

« Nous sommes en carnaval et le costume où je vous trouve pourrait presque autoriser une plaisanterie du genre de celle dont vous m'accusez... Recevez donc simplement mon âveu de soir, monsieur... et je vous supplie de m'envoyer à la maison d'arrêt... Je n'en puis plus, et je n'aurais plus le courage de vous en dire davantage... »

Il s'affaissa sur une chaise et ferma les yeux.

Le juge était déconcerté.

Il avait peine à prendre une décision. Il craignait la ridicule et malgré tout il n'aurait pas foi en ces paroles.

## LA GUERRE

### Violent bombardement en Lorraine

Une de nos patrouilles fait des prisonniers en Haute-Alsace

San-Remo, 28 Décembre.

M. Venizelos et sa suite sont partis pour Rome, à 6 heures.

## LE DOUBLE JEU DE L'ALLEMAGNE

Paris, 28 Décembre.

La journée d'hier a été marquée par un double événement : la réponse des empires centraux aux bolchevistes et le discours de M. Pichon à la Chambre.

A part les réserves formulées par M. Renaud-Delalande, la presse française est unanime pour ratifier l'approbation que la Chambre a donnée aux déclarations de notre ministre des Affaires Étrangères. De même, les dépêches qui nous arrivent attestent que l'opinion de nos alliés est en accord absolu avec l'opinion française. Les raisons pour lesquelles l'Allemagne demande comme elle le mérite, c'est-à-dire comme un piège.

On ne discute pas un piège. On l'évite, mais on ne l'évite pas toujours en l'ignorant de parli pris. Mieux vaut le découvrir et le montrer tel qu'il est. C'est le sentiment de beaucoup. Le grand Journal anglais l'exprime d'une manière si claire que je le reproduis : C'est là, disent les Daily News, d'une habile diplomatie et rien ne serait de notre part plus maladroit que de faire dénoncer en bloc l'offre de l'Allemagne, soit par notre presse, soit par les discours de nos hommes d'État. Un semblable accueil est précisément ce que recherche la diplomatie germanique.

Cela ne veut point dire, ajoutent les Daily News, que les propositions allemandes doivent être acceptées comme base pour une négociation immédiate. Leurs faiblesses par rapport à nos vœux dans ces propositions ou pour qu'on les rejette malgré tout énergiquement.

La solution que nous offre l'Allemagne sous des questions vitales, comme celle de la Belgique et de la Serbie, est absolument inacceptable. Elle applique d'un autre côté aux Alliés le principe de l'indivisibilité, une formule qui équivaut à un refus de garantie et de satisfaction à donner aux justes revendications de leurs habitants.

Enfin, elle passe sous silence d'autres questions primordiales comme la création d'une Société des Nations. Si les Russes devenus les hommes britanniques, ceux-ci doivent sans hésiter faire une franche déclaration sur leurs buts de guerre et sur leurs conditions de paix.

L'Allemagne obligée à des concessions de tous ordres, par suite de la situation désespérée de l'Australie et aussi de sa propre situation, a tenté, dans sa dernière tentative de donner l'apparence du droit et de dissocier l'Entente. Elle n'y a parvenu pas et, dans quelques mois, elle subira la paix française, la paix du droit véritable et éternel.

Plus que jamais, nous devons demeurer unis et directs d'une proposition de paix, a dit M. Pichon, nous l'examinons et nous n'aurons pas de peine à montrer au peuple russe, aux peuples des empires centraux et à tous les peuples de l'univers que le droit et la sincérité sont de notre côté, comme ils y furent toujours.

MARIUS RICHARD.

## SUR NOTRE FRONT

Communiqué officiel anglais

28 Décembre.

Aucun événement important à signaler.

## Des Avions anglais bombardent Mannheim

Geneve, 28 Décembre.

Au cours du raid britannique sur Mannheim, la veille de Noël, le kaiser et son état-major ont échappé à la destruction. Le train spécial à travers le gare de Mannheim a peine une heure avant que sa construction n'en fut partiellement démolie par les bombes britanniques. Le train impérial a été le dernier à quitter Mannheim. Aucun autre n'était encore arrivé de cette direction. La voie a été détruite à quelque distance au delà de la gare, coupant ainsi les communications avec le Nord. Deux bombes tombèrent sur le palais du Palatinat et une sur le pont suspendu qui traverse le Neckar. Les constructions furent sérieusement endommagées. Une usine de munitions, dans un faubourg au nord de la ville, sauta ; mais, comme la plupart des ouvriers étaient absents, il y eut peu de victimes. Un

## La Trahison russe

Les pourparlers de paix

Le front russe doit rester intact jusqu'à la paix

Melbourne, 28 Décembre.

Les derniers chiffres donnent 890.000 voix pour la conscription et 1.072.000 voix contre. Les ministres fédéraux reconnaissant que le gouvernement du pays après ce vote restera au pouvoir, ont attendu d'un moment à l'autre la démission du Cabinet.

## La Question de la Paix

Les propositions austro-allemandes

Le chantage pour la paix générale

Londres, 28 Décembre.

On mande au Times de Pétersbourg, en date du 28 :

Le bruit a couru hier soir qu'en attendant la reprise officielle des négociations, les délégués allemands et autrichiens à Brest-Litovsk avaient proposé que la Russie tentât une médiation entre les puissances centrales ne voyant aucun avantage dans une paix séparée avec la Russie. Si la Russie consentait dans cette tentative, les puissances centrales procéderaient à l'occupation de divers points stratégiques en territoire russe afin d'exercer une pression sur les Alliés.

Ces propositions inattendues auraient provoqué une grande consternation à l'Institut Warburg.

Au sujet de la plainte adressée par la Russie au gouvernement allemand pour son refus de donner des passeports aux socialistes mineurs Hesse, Kausky et Lelebour, une lettre adressée par Kuhlmann au président de la délégation russe dans laquelle il dit que le gouvernement allemand ne voit aucun obstacle sérieux à la paix dans le fait qu'il s'oppose à toute communication entre socialistes allemands et russes.

Les propositions du comte Czernin

Washington, 28 Décembre.

On craint ici que les propositions du comte Czernin ne manquent de sincérité. Elles auraient simplement pour objet de retarder les négociations sur les Allemands, afin de faire croire au peuple allemand que le gouvernement allemand désire réellement la paix et de gagner du temps pour renforcer les négociations de l'Europe.

On considère comme une condition inadmissible, quant à présent, celle qui exige une adhésion effective des belligérants aux négociations de la Paix. On remarque le silence gardé par le comte Czernin sur la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France qui est requise par les Alliés.

Le ministre des Affaires Étrangères de la Russie a déclaré à la presse que le gouvernement russe n'aurait jamais d'être soumis à un référendum, ajoutant que l'Australie a le cœur sain. Il lui incombe de découvrir quelque procédé efficace pour obtenir les renforts nécessaires.

Le Morning Herald, de Sydney, dit :

Les services de guerre de M. Hughes sont très grands. Son patriotisme est au-dessus du doute ; mais dans la direction des référendums il a été conduit par des hommes

bon coup à faire ? ou d'un malheureux condamnés à mort par une passion, soit par une sorte de fatalité ?

Il s'adressait toutes ces questions. Mais à chacune d'elles il secouait la tête, incertain.

Alors, était-ce un fou ? Les domestiques envoyés et qui s'appelaient Joseph, n'avaient rien de remarquable. Et, en effet, il parut presque aussitôt.

« Monsieur, dit-il en s'adressant à son maître, les gendarmes sont là... Faut-il les faire monter ? »

« Cela va troubler ma fête, cette ridicule affaire », murmura le procureur de la République d'Heribaud, je ne vois pas le moyen d'éviter le scandale. Qu'en dites-vous, Montaignon ? »

« Après tout, des gendarmes chez le procureur, cela n'a rien de scandaleux... »

« Même à minuit ? Et en plein bas masqué ? »

« Et il est un geste d'impudence à précéder de ce cri : "Monsieur le procureur, je vous salue profondément, dans un abandon absolu pareil à la mort." »

« Faites-le monter, Josephine... avec le plus de précautions possible. Tâchez qu'on ne s'aperçoive pas... »

Quelques minutes après, entrèrent un gendarme et un maréchal des logis, celui-ci nommé Sourdou, vrai type de Gérald, maigre, robuste, tout en os et en muscles,

## La Situation intérieure

Un organe isariste réparaît à Pétersbourg

Stockholm, 28 Décembre.

D'Haparanda, un signal est fait de plus en plus significatif. C'est le réapparition à Pétersbourg du journal Groza, organe des Cent-Noirs. Il est tout à fait curieux que les maximalistes qui empêchent de paraître même le Vorova n'aient autorisé la publication d'une feuille qui n'est qu'un croquis déformé de ce qu'ils ont fait disparaître. Ceci corrobore entièrement les différents renseignements reçus sur la complicité des bolchevistes avec les anciens agents de l'Ochrana.

Le leader du premier numéro du Groza se termine ainsi :

« Il est remarquable que les bolchevistes qui admirablement compris l'âme du peuple russe. Ils ont prouvé qu'ils étaient bien plus Russes que les rebelles Kaledine, Rousky, Alexeïev, Douhov, etc. et qui, eux, ont trahi leur pays et leur patrie. Nous ignorons combien de temps durera le pouvoir des bolchevistes ; mais ce qui est certain, c'est que l'horizon est à présent éclairci par l'horizon. Vive le Tsar ! Vive l'Autocratie ! »

## La Sécurité des Fonds russes

Paris, 28 Décembre.

Au sujet de la proposition déposée sur le bureau de la Chambre relative à la protection des fonds russes possédés par des citoyens français, Excelsior a interrogé un haut personnage russe qui lui a déclaré :

« La Russie a fait face à toutes ses échéances ; elle continuera. La plus grande partie du Trésor a pu être soustraite au pillage des bolchevistes et se trouve en lieu sûr. Une seule chose pourrait nous inquiéter, ce sont nos engagements : une invasion subite de la Russie du Sud par les Austro-Allemands. Rappelez-vous aux dernières nouvelles, vos engagements se calment. »

## Les Résultats de l'Emprunt

Paris, 28 Décembre.

M. Klotz, ministre des Finances, a fait part à la Chambre des résultats de l'ensemble de l'émission du troisième Emprunt de la Défense nationale. A cause des délais qu'exige la centralisation d'opérations si nombreuses, délais que la difficulté des communications n'a fait qu'augmenter, ces résultats ne sont pas encore tout à fait complets. Aux termes de la loi du 26 octobre dernier, la somme demandée au public avait été fixée à 10 milliards. Le produit effectif des souscriptions actuellement réunies non compris celles qui ont été recueillies à l'étranger, ressort à 10.270 millions correspondant à 530 millions de rentes. On se rappelle que l'emprunt 1916 avait rapporté, en déduisant de même les souscriptions de l'étranger, une somme de 9.613 millions, correspondant à 549 millions de rentes.

Il n'est pas encore possible de préciser quel a été le nombre des souscripteurs, la proportion respective des souscriptions libérées et non libérées, la part des versements effectués. Toutefois, la somme en numéraire apparaît d'ores et déjà considérable. Elle représente environ la moitié du total.

## Dans le Parti Radical-Socialiste

A propos de l'impression du discours de M. Caillaux

Paris, 28 Décembre.

Le groupe du parti radical et radical-socialiste de la Chambre a examiné, à la réunion de ce matin, les décisions prises à la séance dernière par le Comité exécutif. La discussion porta tout d'abord sur un ordre du jour présenté par M. Granel, député de la Côte-d'Or, qui, en fin de séance, s'est rallié à la proposition soutenue par MM. Bender et Lafitte, tendant à donner mandat au Comité directeur aux commissaires d'inspecter la publication annoncée des discours de MM. Caillaux et Renaudat, aux noms et traits du parti, n'ait pas lieu.

L'ordre du jour de M. Lafitte fut adopté. Il est ainsi conçu : « Le groupe radical et radical-socialiste de la Chambre donne mandat à son Comité directeur de s'entendre avec le bureau du Comité exécutif pour élever toute manifestation engageant le parti pendant que la justice est saisie. »

## L'Exposition aéronautique de New-York

Paris, 28 Décembre.

On annonce que le gouvernement français a décidé de participer à la grande exposition aéronautique qui se tiendra à New-York du 15 au 25 février 1918. En ce deuxième Congrès panaméricain d'aéronautique (2<sup>e</sup> N. D. Aeronautics Pan-American Exhibition and Congress), le Comité de l'Aéro Club exposera les résultats des travaux de 1917, ce qui permettra aux visiteurs de se rendre compte des progrès accomplis.

Le gouvernement français a eu l'aimable idée d'envoyer à cette exposition ses films cinématographiques et les photographies les plus récentes sur l'effort de l'aviation et des aviateurs français.

On sait qu'un certain nombre de nos aviateurs ont déjà reçu la médaille du gouvernement américain.

A l'occasion de ce Congrès, l'Aéro-Club, sous les auspices du Comité du service étran-

## LA GUERRE

Violent bombardement en Lorraine

Une de nos patrouilles fait des prisonniers en Haute-Alsace

San-Remo, 28 Décembre.

M. Venizelos et sa suite sont partis pour Rome, à 6 heures.

## LE DOUBLE JEU DE L'ALLEMAGNE

Paris, 28 Décembre.

La journée d'hier a été marquée par un double événement : la réponse des empires centraux aux bolchevistes et le discours de M. Pichon à la Chambre.

A part les réserves formulées par M. Renaud-Delalande, la presse française est unanime pour ratifier l'approbation que la Chambre a donnée aux déclarations de notre ministre des Affaires Étrangères. De même, les dépêches qui nous arrivent attestent que l'opinion de nos alliés est en accord absolu avec l'opinion française. Les raisons pour lesquelles l'Allemagne demande comme elle le mérite, c'est-à-dire comme un piège.

On ne discute pas un piège. On l'évite, mais on ne l'évite pas toujours en l'ignorant de parli pris. Mieux vaut le découvrir et le montrer tel qu'il est. C'est le sentiment de beaucoup. Le grand Journal anglais l'exprime d'une manière si claire que je le reproduis : C'est là, disent les Daily News, d'une habile diplomatie et rien ne serait de notre part plus maladroit que de faire dénoncer en bloc l'offre de l'Allemagne, soit par notre presse, soit par les discours de nos hommes d'État. Un semblable accueil est précisément ce que recherche la diplomatie germanique.

Cela ne veut point dire, ajoutent les Daily News, que les propositions allemandes doivent être acceptées comme base pour une négociation immédiate. Leurs faiblesses par rapport à nos vœux dans ces propositions ou pour qu'on les rejette malgré tout énergiquement.

La solution que nous offre l'Allemagne sous des questions vitales, comme celle de la Belgique et de la Serbie, est absolument inacceptable. Elle applique d'un autre côté aux Alliés le principe de l'indivisibilité, une formule qui équivaut à un refus de garantie et de satisfaction à donner aux justes revendications de leurs habitants.

Enfin, elle passe sous silence d'autres questions primordiales comme la création d'une Société des Nations. Si les Russes devenus les hommes britanniques, ceux-ci doivent sans hésiter faire une franche déclaration sur leurs buts de guerre et sur leurs conditions de paix.

L'Allemagne obligée à des concessions de tous ordres, par suite de la situation désespérée de l'Australie et aussi de sa propre situation, a tenté, dans sa dernière tentative de donner l'apparence du droit et de dissocier l'Entente. Elle n'y a parvenu pas et, dans quelques mois, elle subira la paix française, la paix du droit véritable et éternel.

Plus que jamais, nous devons demeurer unis et directs d'une proposition de paix, a dit M. Pichon, nous l'examinons et nous n'aurons pas de peine à montrer au peuple russe, aux peuples des empires centraux et à tous les peuples de l'univers que le droit et la sincérité sont de notre côté, comme ils y furent toujours.

MARIUS RICHARD.

## SUR NOTRE FRONT

Communiqué officiel anglais

28 Décembre.

Aucun événement important à signaler.

## Des Avions anglais bombardent Mannheim

Geneve, 28 Décembre.

Au cours du raid britannique sur Mannheim, la veille de Noël, le kaiser et son état-major ont échappé à la destruction. Le train spécial à travers le gare de Mannheim a peine une heure avant que sa construction n'en fut partiellement démolie par les bombes britanniques. Le train impérial a été le dernier à quitter Mannheim. Aucun autre n'était encore arrivé de cette direction. La voie a été détruite à quelque distance au delà de la gare, coupant ainsi les communications avec le Nord. Deux bombes tombèrent sur le palais du Palatinat et une sur le pont suspendu qui traverse le Neckar. Les constructions furent sérieusement endommagées. Une usine de munitions, dans un faubourg au nord de la ville, sauta ; mais, comme la plupart des ouvriers étaient absents, il y eut peu de victimes. Un

bon coup à faire ? ou d'un malheureux condamnés à mort par une passion, soit par une sorte de fatalité ?

Il s'adressait toutes ces questions. Mais à chacune d'elles il secouait la tête, incertain.

Alors, était-ce un fou ? Les domestiques envoyés et qui s'appelaient Joseph, n'avaient rien de remarquable. Et, en effet, il parut presque aussitôt.

« Monsieur, dit-il en s'adressant à son maître, les gendarmes sont là... Faut-il les faire monter ? »

« Cela va troubler ma fête, cette ridicule affaire », murmura le procureur de la République d'Heribaud, je ne vois pas le moyen d'éviter le scandale. Qu'en dites-vous, Montaignon ? »

« Après tout, des gendarmes chez le procureur, cela n'a rien de scandaleux... »

« Même à minuit ? Et en plein bas masqué ? »

« Et il est un geste d'impudence à précéder de ce cri : "Monsieur le procureur, je vous salue profondément, dans un abandon absolu pareil à la mort." »

« Faites-le monter, Josephine... avec le plus de précautions possible. Tâchez qu'on ne s'aperçoive pas... »

Quelques minutes après, entrèrent un gendarme et un maréchal des logis, celui-ci nommé Sourdou, vrai type de Gérald, maigre, robuste, tout en os et en muscles,

faciliter votre enquête. C'est sous le nom de Bernard que je me livre à vous et que je veux être puni. L'autre, le vrai, vous l'ignorerez toujours.

Un très long silence suivit.

Le juge n'était pas éloigné de croire qu'il était victime d'une mystification.

« Si vous essayez de vous moquer de moi, monsieur, dit-il, et ce serait une funèbre plaisanterie que celle-là, je tiens à vous prévenir que vous le payerez cher... »

« Monsieur, il y a une heure que j'ai tué M. d'Heribaud. Je viens me livrer à la justice. Je n'ajouterais rien de plus aujourd'hui. Je suis accablé... J'ai un irrésistible besoin de sommeil... Voyez, je tremble, je chancelle... C'est la peine si j'ai la force de me tenir debout devant vous. »

Il eut un triste sourire :

« Nous sommes en carnaval et le costume où je vous trouve pourrait presque autoriser une plaisanterie du genre de celle dont vous m'accusez... Recevez donc simplement mon âveu de soir, monsieur... et je vous supplie de m'envoyer à la maison d'arrêt... Je n'en puis plus, et je n'aurais plus le courage de vous en dire davantage... »





